

Luxembourg @ Expo 2020 Dubai, Groupement d'Intérêt Economique.

Siège social : L-2449 Luxembourg, 19-21, boulevard Royal.

RCS Luxembourg ...

STATUTS

Entre :

1. L'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, représenté par Monsieur Etienne Schneider, Ministre de l'Economie, demeurant professionnellement à 19-21, boulevard Royal à Luxembourg et Monsieur François Bausch, Ministre du Développement Durable et des Infrastructures, demeurant professionnellement à Luxembourg 4, Place de l'Europe L - 1499 Luxembourg,

ci-après l'« Etat », et

2. Chambre de Commerce, établissement public en vertu de la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce, ayant son siège à 7, Rue Alcide de Gasperi, L- 1615 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés, Luxembourg, sous le numéro J 41, représentée aux présentes par Monsieur Carlo Thelen, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une délégation de pouvoir de Monsieur Michel Wurth.

ci-après, la Chambre de Commerce

3. SES S.A., une société anonyme constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au Château de Betzdorf, L-6815 Betzdorf, enregistrée au registre du commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 81.267, représentée par Monsieur Karim Michel Sabbagh, President & CEO, demeurant professionnellement au Château de Betzdorf, L-6815 Betzdorf

ci-après « SES », et

4. POST Luxembourg, un établissement public créé par la loi modifiée du 10 août 1992, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro J28 et ayant son siège au 8a avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, représenté par Monsieur Claude Strasser, Directeur Général, demeurant professionnellement au 8a avenue Monterey, L-2163 Luxembourg

ci-après « Post »

a été conclu le présent contrat portant constitution d'un groupement d'intérêt économique, conformément à la loi modifiée du 25 mars 1991 sur les groupements d'intérêt économique telle qu'elle sera éventuellement modifiée par la suite ainsi que par le présent contrat:

Contrat constitutif du groupement d'intérêt économique « LUXEMBOURG @ EXPO 2020 DUBAI »

Titre I^{er}. Forme – Dénomination - Objet - Siège social - Durée – Membres - Financement

Art. 1^{er}. Forme. Il est constitué entre les soussignés (ci-après dénommés les « membres ») un groupement d'intérêt économique (ci-après, le « GIE »). Le GIE est régi par le présent contrat et par la législation applicable au Grand-Duché de Luxembourg, notamment la loi modifiée du 25 mars 1991 sur les groupements d'intérêt économique. Le GIE sera également régi par les accords internes conclus le cas échéant entre les membres du GIE. Le GIE jouira de la personnalité morale et de la pleine capacité juridique dès la conclusion du présent contrat.

Art. 2. Dénomination. La dénomination du GIE est LUXEMBOURG @ EXPO 2020 DUBAI.

Art. 3. Objet. L'objet du GIE est l'organisation et la mise en œuvre de la participation officielle du Grand-Duché de Luxembourg à l'exposition universelle qui aura lieu à Dubaï, Emirats Arabes Unis du 20 octobre 2020 au 10 avril 2021.

Le GIE peut accomplir toutes les opérations généralement quelconques se rapportant à son objet social, en ce compris celles liées à :

- la conception et la construction du pavillon luxembourgeois,
- l'exploitation et la disposition finale du pavillon,
- l'élaboration de tout contenu et support,
- l'animation du pavillon et sa gestion,
- la mise en place des structures financières requises,
- la coordination des entreprises luxembourgeoises participant à l'exposition,
- la gestion des relations entre les autorités des Emirats Arabes Unis et luxembourgeoises,
- la communication et la promotion de la présence luxembourgeoise à l'exposition.

Pour réaliser cet objet, le GIE peut réaliser ou faire réaliser tous les actes se rapportant directement ou indirectement à son objet ainsi que toutes les opérations qui seraient utiles ou nécessaires à la réalisation et au développement de celui-ci.

Art. 4. Siège social. Le siège social du GIE est établi au 19-21, boulevard Royal, L-2449 à Luxembourg et pourra être transféré en tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg par résolution du conseil de gérance.

Art. 5. Durée. Le GIE est constitué pour une durée limitée commençant à courir à compter de la date de signature du contrat et expirant au plus tard le 31 décembre 2023.

Les membres s'engagent à liquider le GIE dans les meilleurs délais après la clôture de l'exposition de Dubaï.

Art. 6. Membres. Les membres fondateurs du GIE sont:

1. L'Etat du Grand-Duché de Luxembourg,
2. La Chambre de Commerce, établissement public en vertu de la loi modifiée du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de Commerce, ayant son siège à 7, Rue Alcide de Gasperi, L- 1615 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés, Luxembourg, sous le numéro J 41,
3. SES, une société anonyme constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au Château de Betzdorf, L-6815 Betzdorf, enregistrée au registre du commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 81.267,
4. POST Luxembourg, un établissement public créé par la loi modifiée du 10 août 1992, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro J28 et ayant son siège au 8a avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 7. Apport.

7.1. Le financement initial du GIE est assuré par un apport par chacun des membres et leurs modalités de libération sont les suivants :

Etat du Grand-Duché de Luxembourg :

En numéraire : 5,8 millions d'euros (EUR 5.800.000.-) à la liquidation du GIE Luxembourg For Business qui doit intervenir avant le 31 décembre 2017.

Chambre de Commerce :

En numéraire : 2 millions d'euros (EUR 2.000.000.-) dont deux cent mille euros (EUR 200.000.-) sont libérés au 1^{er} mars 2017 et le restant en trois tranches de six cent mille euros (EUR 600.000.-) libérables le 1^{er} mars 2018, 2019 et 2020 respectivement.

La Chambre de Commerce effectue en outre un apport en industrie d'une valeur de (EUR 500.000.-) cinq cent mille euros s'étalant sur la période du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2021.

SES :

En numéraire : 2,5 millions d'euros (EUR 2.500.000.-) en trois tranches dont neuf cent mille euros (EUR 900.000.-) sont libérés le 1^{er} février 2018, et deux tranches de huit cent mille euros (EUR 800.000.-) libérables le 1^{er} février 2019 et 2020 respectivement.

Post :

En numéraire : 2,5 millions d'euros (EUR 2.500.000.-) en trois tranches dont un million d'euros (EUR 1.000.000.-) sont libérés le 1^{er} février 2018, cinq cent mille euros (EUR 500.000.-) sont libérés le février 2019 et un million d'euros (EUR 1.000.000.-) sont libérés le 1^{er} février 2020.

7.2. Le GIE peut recevoir toute contribution provenant d'un tiers, pourvu qu'elle se fasse dans les formes et conditions autorisées par la loi. Le GIE pourra également conclure des accords de sponsoring avec des tiers. Le patrimoine du GIE n'est pas soumis au principe de fixité.

7.4. Le GIE peut, pour autant que de besoin, avoir recours à toute forme de financement, étant entendu que tout financement supplémentaire des besoins financiers du GIE dépassant les apport(s) et contribution(s) des membres sera assuré par l'Etat et le cas échéant par des sponsors externes non membres du GIE. Aucun autre membre ne pourra être contraint à un tel financement sans son consentement.

Titre II. Droits et obligations des membres - Admission - Exclusion

Art. 8. Droits et obligations des membres. Les membres du GIE bénéficient des droits et sont soumis aux obligations résultant du présent contrat.

Les membres sont tenus des engagements et des dettes du GIE sur le patrimoine à hauteur de leur apport et de leur contribution dans le GIE. Toutefois, l'Etat prend en charge le paiement des dettes et/ ou des toutes autres obligations, qui dépassent l'apport des membres et les contributions tels que fixés.

Art. 9. Admission de nouveaux membres. Le GIE, au cours de son existence, peut accepter de nouveaux membres. La décision d'admission d'un nouveau membre et ses modalités sont prises par le conseil de gérance. La décision d'admission d'un nouveau membre est soumise pour ratification à la plus proche assemblée générale statuant dans les conditions prévues à l'article 13 du présent contrat.

Art. 10. Exclusion. En cas de :

- manquement substantiel au présent contrat,
- manquement persistant ou de manquements répétés au présent contrat au(x)quel(s) il ne serait pas mis fin en dépit d'une mise en demeure,
- manquements aux règles de bonne conduite dans la vie des affaires prêtant à une publicité négative de la part d'un membre ou d'une société de son groupe,

l'assemblée générale peut, après l'avoir entendu, exclure le membre fautif par décision prise à la majorité absolue des voix.

En cas d'exclusion d'un membre, le GIE continue d'exister entre les membres restants.

Titre III. Gestion

Art. 11. Gestion

A. Nomination des Gérants - Cessation des fonctions

Le GIE est géré par un conseil de gérance composé de gérants dont le nombre est déterminé par l'assemblée générale.

Les gérants peuvent être des personnes physiques ou morales, membres ou non du GIE.

Le conseil de gérance coordonne et organise les activités du GIE.

Au cours de la vie sociale, les gérants sont nommés par l'assemblée générale pour une période déterminée par celle-ci.

L'Etat a droit à la moitié des gérants augmentée d'un gérant.

Chaque gérant est révocable *ad nutum* par l'assemblée générale par décision prise à la majorité absolue des voix. En outre, tout membre peut demander en justice la révocation d'un gérant pour de justes motifs.

En cas de démission, celle-ci devra impérativement être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception à chacun des membres.

Lorsqu'une personne morale est nommée membre du conseil de gérance, elle est tenue de désigner par lettre recommandée adressée au GIE un représentant permanent.

B. Fonctionnement

Le conseil de gérance élit en son sein un président parmi les représentants de l'Etat.

Le conseil de gérance se réunit sur convocation de son président ou de deux gérants, adressée par lettre simple ou par courrier électronique, dans un délai de sept (7) jours avant la date prévue pour la réunion, aussi souvent que l'intérêt du GIE l'exige. La convocation peut être verbale si tous les membres du conseil de gérance sont présents ou représentés lors de la réunion du conseil de gérance et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. En outre, si tous les membres du conseil de gérance sont présents ou représentés à une réunion et décident à l'unanimité d'établir un ordre du jour, la réunion pourra être tenue sans convocation préalable.

Les convocations contiennent l'ordre du jour ainsi que le jour, l'heure et le lieu de réunion.

Le président du conseil de gérance préside les réunions. En son absence, le président de la réunion sera le plus âgé des gérants présents.

Un secrétaire désigné à la majorité absolue des membres du conseil de gérance, qui détermine aussi la durée de sa fonction, établit les procès-verbaux des délibérations du conseil de gérance. Ces procès-verbaux sont inscrits dans un registre spécial et signés par le président de la réunion et un gérant.

Chaque gérant pourra se faire assister par un ou plusieurs conseillers qui n'auront pas de voix délibératives.

Chaque gérant peut donner pouvoir à un autre gérant pour le représenter à une réunion du conseil de gérance, mais chaque gérant ne peut recevoir plus d'un pouvoir. Les procurations devront être données sous la forme écrite.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des gérants présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Si tous les membres sont d'accord avec cette procédure, une décision du conseil de gérance peut également être prise par écrit et sans que lesdits membres n'aient à se réunir. Dans ce cas, la décision devra être approuvée par tous les membres du conseil de gérance. La date d'une telle résolution est la date de la dernière signature.

Chaque membre du conseil de gérance et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil de gérance par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à ces caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil de gérance dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à la réunion par de tels moyens vaut présence personnelle à cette réunion.

C. Pouvoirs

Dans les rapports avec les tiers, deux gérants dont le président, engagent valablement le GIE par leur signature conjointe.

Les membres du conseil de gérance sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom du GIE. Ils exercent leurs pouvoirs dans la limite de l'objet du GIE et du plan financier, dans les limites du budget annuel, et sous réserve de ceux attribués par les textes légaux et réglementaires et le contrat aux assemblées générales.

Dans certaines hypothèses, les membres peuvent limiter les pouvoirs du conseil de gérance. Ceci peut être fait par un contrat ou une charte signée à l'unanimité par tous les membres qui est envoyé au conseil de gérance par lettre recommandée.

Le conseil de gérance peut, sous sa responsabilité, donner à toute personne de son choix, une délégation de pouvoirs, spéciale ou temporaire. Il peut aussi déléguer des pouvoirs de gestion journalière à un comité exécutif dont il définit la composition et les compétences.

Titre IV. Assemblée générale

Art. 12. L'assemblée générale est convoquée par le président du conseil de gérance, soit de sa propre initiative, soit à la demande d'un ou de plusieurs gérants ou membres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception notifiée à chacun des membres. Elle peut également être convoquée, en cas d'urgence, par un mandataire désigné en justice.

En cas de liquidation, elle est convoquée par le ou les liquidateurs.

Le nombre total des voix à l'assemblée générale est de six [6]. Le nombre de voix attribué à chacun des membres est le suivant:

- | | |
|--------------------------|--------|
| 1. Etat : | 3 voix |
| 2. Chambre de Commerce : | 1 voix |
| 3. SES : | 1 voix |
| 4. Post | 1 voix |

En cas d'admission de nouveaux membres du GIE, le nombre total des voix à l'assemblée générale sera adapté conformément à l'article 13.

Les convocations contiennent l'ordre du jour et sont adressées aux membres par lettre recommandée ou courrier électronique avec accusé de réception quinze (15) jours au moins avant la date prévue pour la tenue de l'assemblée. Doivent être joints à la convocation écrite tous documents nécessaires à l'information des membres, déterminés en considération de l'ordre du jour. Les réunions sont tenues aux jours, heures et lieux désignés dans la convocation.

L'assemblée générale est présidée par le Ministre de l'Economie ou, à défaut, par le président du conseil de gérance. Si la convocation n'a pas été faite à la demande du président ou d'un ou de plusieurs gérants ou membres, l'assemblée générale est présidée par celui du mandataire de justice ou du liquidateur qui a procédé à la convocation. L'assemblée générale nomme un secrétaire. A chaque réunion de l'assemblée générale, il est tenu une feuille de présence. Elle contient les noms ou dénominations des membres présents ou représentés. Cette feuille est signée par les membres présents en leur nom ainsi que, le cas échéant, au nom du membre qu'ils représentent en vertu d'une procuration.

Un membre peut donner pouvoir à un autre membre de le représenter à l'assemblée générale. Dans cette hypothèse, les procurations devront être données sous la forme écrite.

Les délibérations sont consignées dans des procès-verbaux dressés par le secrétaire de séance, enregistrés dans un registre spécial et signés par le président de séance et le cas échéant le secrétaire de séance.

En cas d'urgence, les décisions collectives peuvent être prises par consultation écrite des membres du GIE demandée par le président ou le/les liquidateur(s). La consultation écrite des membres du GIE pourra avoir lieu par voie électronique. La décision devra être approuvée par tous les membres. La date d'une telle résolution est la date de la dernière signature.

Dans tous les autres cas, les décisions à prendre en assemblée générale peuvent également être prises par consultation écrite, y compris électronique, si les membres sont d'accord avec cette procédure. Dans ce cas, la décision devra également être approuvée par tous les membres. La date d'une telle résolution est la date de la dernière signature.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés conformes par le président ou le secrétaire de séance.

L'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes d'un exercice doit être tenue au plus tard dans les cinq mois de la clôture dudit exercice. Cette assemblée générale donne, s'il y a lieu, décharge aux gérants pour l'exercice passé.

Art. 13. Lors de tout vote, l'Etat dispose de la moitié des voix, tandis que les autres membres disposent chacun d'une part identique dans l'autre moitié.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents ou représentés, sauf les cas où la loi dispose qu'elles doivent obligatoirement être prises à l'unanimité.

Titre V. Exercice, Comptes annuels

Art. 14. Exercice. L'exercice commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de la même année.

Par exception, le premier exercice comprendra le temps à courir depuis la signature du présent contrat jusqu'au 31 décembre 2017.

Au 31 décembre de chaque année, le conseil de gérance dresse un inventaire, établit les comptes annuels conformément à la loi et rédige un rapport de gestion.

Art. 15. Comptes annuels. Il est tenu une comptabilité régulière des opérations du GIE. Le rapport sur les opérations de l'exercice, l'inventaire, les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes), sont soumis par le conseil de gérance à l'approbation de l'assemblée générale dans le délai fixé à l'article 12.

Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité des opérations au regard des statuts et de la loi est effectué par le commissaire-réviseur désigné par l'assemblée générale.

L'assemblée générale annuelle entend le rapport de gestion du conseil de gérance ainsi que le rapport du commissaire-réviseur.

Elle approuve, redresse ou rejette les comptes annuels. Après adoption des comptes annuels, elle donne décharge aux gérants et au commissaire-réviseur.

Art. 16. Le GIE ne donne pas lieu, par lui-même, à réalisation et partage des bénéfices. Les résultats positifs peuvent être affectés en totalité ou en partie à un compte de réserves.

Titre VI. Dissolution - Liquidation

Art 17. Dissolution. Le GIE est dissous :

- par décision de ses membres, prise en assemblée générale ;
- par décision judiciaire prononcée à la demande d'un membre lorsqu'il existe entre les membres ou des groupes de membres une mésentente telle qu'elle empêche le fonctionnement des organes du GIE, ou pour tout autre juste motif ;
- en cas de réunion de tous les droits dans le GIE en une seule main ou dans le cas où, à la suite de l'exclusion d'un ou de plusieurs membres, le GIE ne comprendrait plus qu'un seul membre ;
- à l'échéance du terme du GIE en vertu de l'article 5 du contrat.

Le décès, l'incapacité, la dissolution, la mise en faillite d'un membre, n'entraîne pas la dissolution du GIE qui subsiste entre les autres membres.

Art. 18. Liquidation. Le GIE est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit.

Après paiement des dettes du GIE, l'excédent d'actif est réparti entre les membres proportionnellement à leurs apports et leurs contributions. Ce principe ne s'applique pas au cas où les apports et contributions ont été totalement versés et que l'excédent d'actif provient exclusivement d'une contribution supplémentaire de l'Etat. En cas d'insuffisance d'actif, l'Etat devra seul combler cette insuffisance.

Titre VII. Confidentialité

Art. 19. Chacun des membres, y compris les membres dont l'exclusion a été prononcée, traite comme confidentielle toute information de quelque nature que ce soit, afférente au GIE, à ses clients actuels ou potentiels, ou à toute personne ayant un lien direct ou indirect avec le

GIE. La même obligation pèse sur les gérants, membres du comité exécutif et conseillers. L'obligation de confidentialité est valable pour une période illimitée.

Titre VIII. Droit applicable et contestations

Art. 20. Droit applicable. Le présent contrat est soumis au droit luxembourgeois.

Art. 21. Contestations. Toutes les contestations quant au contrat qui pourraient s'élever pendant la durée du GIE ou de sa liquidation, notamment entre les membres, le conseil de gérance ou le GIE, seront soumises aux tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Luxembourg.

Fait et passé en quatre (4) exemplaires originaux dont un est déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Luxembourg, le 22 décembre 2016

Au nom de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg

.....

Ministre de l'Economie / Ministre du Développement Durable et des Infrastructures

Au nom et pour compte de la Chambre de Commerce

.....

Au nom et pour compte de SES

.....

Au nom et pour compte de Post

.....

Luxembourg @ Expo 2020 Dubai, Groupement d'Intérêt Economique.

Siège social : L-2449 Luxembourg, 19-21, boulevard Royal

Membres du conseil de gérance

(nommé par l'assemblée générale extraordinaire du 12 janvier 2017)

Gérants pour le compte de l'Etat :

1. Madame Maggy NAGEL, Commissaire Générale, née le 25 août 1957 à Luxembourg, demeurant professionnellement à 19-21, boulevard Royal à L-2449 Luxembourg
2. Monsieur Marc SCHEER, Conseiller au Ministère de l'Economie, né le 27 novembre 1967 à Wiltz (Luxembourg), demeurant professionnellement à 19-21, boulevard Royal à L-2449 Luxembourg
3. Monsieur André HANSEN, Attaché au Ministère de l'Economie, né 27 mai 1980 à Luxembourg, demeurant professionnellement à 19-21, boulevard Royal à L-2449 Luxembourg
4. Monsieur Jean LEYDER, Directeur de l'Administration des Bâtiments Publics, né le 26 mars 1958 à Luxembourg, demeurant professionnellement à 10, rue du St Esprit, L - 1475 Luxembourg
5. Madame Carole SCHMIT, architecte à l'Administration des Bâtiments Publics, née le 4 juin 1984 à Luxembourg, demeurant professionnellement à 10, rue du St Esprit, L - 1475 Luxembourg
6. Monsieur Marc VANOLST, Inspecteur des finances dirigeant, né le 11 janvier 1977 à Luxembourg, demeurant professionnellement à 2, rue de la Congrégation, L - 1352 Luxembourg
7. Madame Anne-Catherine RIES, Conseiller au Ministère d'Etat, née le 1 avril 1973 à Pétange (Luxembourg), demeurant professionnellement à 5, rue Large, L-1917 Luxembourg

Gérants pour le compte de la Chambre de Commerce :

1. Monsieur Marc WAGENER, Directeur Affaires économiques, né le 12 avril 1978 à Luxembourg, demeurant professionnellement à 7, Rue Alcide de Gasperi, L- 2981 Luxembourg
2. Madame Anne-Marie LOESCH, Responsable Stratégie et Coordination, née le 9 juin 1984 à Luxembourg, demeurant professionnellement à 7, Rue Alcide de Gasperi, L- 2981 Luxembourg

Gérants pour le compte de SES :

1. Monsieur Markus PAYER, Vice President Corporate Communications, né le 6 juillet 1964 à Hambourg (Allemagne), demeurant professionnellement au Château de Betzdorf, L-6815 Betzdorf,
2. Monsieur Paul FREEMAN, Vice President Marketing, né le 26 février 1974 à Rainham (Royaume Uni), demeurant professionnellement au Château de Betzdorf, L-6815 Betzdorf,

Gérants pour le compte de Post Luxembourg :

1. Monsieur Luc WELTER, Directeur Marketing et Communication, né le 20 mai 1969 à Arlon (Belgique), demeurant professionnellement à 8a, avenue Monterey, L-2020 Luxembourg
2. Monsieur Romain LANNERS, Secrétaire général, né le 30 juin 1970 à Clervaux (Luxembourg), demeurant professionnellement à 8a, avenue Monterey, L-2020 Luxembourg

Madame Maggy Nagel, précitée, est nommée présidente du Conseil de Gérance.

Monsieur Marc Scheer, précité, est nommé Secrétaire Général.

Durée du mandat :

Les gérants sont nommés pour une période expirant à l'assemblée générale annuelle appelée à approuver les comptes de l'exercice social qui se terminera le 31 décembre 2017